CONGRÈS CITOYEN MAURICIEN

1

AN · YEAR · BANANÉ

La Charte, et celles et ceux qui la portent.

Bulletin du premier anniversaire



L'ÉQUIPE DU CONGRÈS CITOYEN MAURICIEN

ÉDITORIAL

Un an, et toujours là.

Il y a un an, nous avons fait un pari simple : qu'il existe encore, dans ce pays, assez de citoyens qui refusent de choisir entre se taire et s'en aller.

Un an plus tard, nous sommes toujours là. Pas plus riches, pas mieux introduits, pas adoubés par qui que ce soit. Mais toujours là, et plus nombreux.

Ce bulletin se lit en deux parties, et c'est volontaire. La première est notre Charte Citoyenne. Elle n'a pas changé depuis le premier jour — elle a seulement été relue, corrigée et précisée par celles et ceux qui nous ont écrit. Nous la publions en entier, sans la résumer, parce qu'un programme qu'on ne peut pas lire en entier n'est pas un programme.

La seconde, ce sont les visages. Dix-huit hommes et femmes qui ont accepté de mettre leur nom, leur métier et leur réputation à côté de ce texte. Aucun d'eux n'est un politicien de carrière.

> *Un parti se juge à deux choses : ce qu'il écrit, et qui accepte de le signer.*

Nous n'avons pas de miracle à vendre et nous ne demandons pas votre foi. Nous demandons votre attention, vos corrections, et le jour venu, votre voix.

— CONGRÈS CITOYEN MAURICIEN

SOMMAIRE

Dans ce numéro

PREMIÈRE PARTIE — LA CHARTE CITOYENNE

· Notre engagement 5

1 Révolutionner le paysage politique 5

2 L'état de droit, la démocratie participative et la souveraineté nationale 7

3 Protéger l'environnement et bâtir une île maurice verte 8

4 Un contrat social pour une sociéte plus juste, plus saine et plus unie 9

5 Une économie durable et productive 10

6 Réformes des institutions de la république 11

7 Éliminer tout gaspillage et promouvoir la transparence dans les dépenses publiques 13

8 Revoir le système éducatif, promouvoir la compétence et bâtir une république moderne 14

· Notre vision pour l' île maurice 15

DEUXIÈME PARTIE — CELLES ET CEUX QUI LA PORTENT

Ce que nous contestons devant la Cour Suprême 18

Sanjeev Teeluckdharry 20

Sacheen Yashnik Boodhoo 21

Yousouf Jan Mahomed 22

Linda Lam 23

Divia Deesha Gungah-Gokool 24

Rajesh Boodhoo 25

Adarsh Bachoo (Lormesh) 26

Adharsh Vumdeshsing Dhunoo 27

Nazid Jareehag 28

Muhammad Nayid Simrick 29

Akhilesh Sharma Bhujun (Nitish) 30

Bernard Legrie 31

Yashumatee Gopaul 32

Sonia Marika Angele Velloo 33

Kiransing Rambajun 34

Alain Luc Ricaud 35

Desiré Dedans 36

Kartick Gopaul 37



PREMIÈRE PARTIE

La Charte Citoyenne

Notre programme en huit chapitres, publié en entier. Tel qu'il a été écrit, tel qu'il reste ouvert à vos corrections.

NOTRE ENGAGEMENT

L'île Maurice se trouve aujourd'hui à un moment révélateur de son histoire.

Depuis trop longtemps, les Mauriciens ont attendu des dirigeants politiques, des partis politiques traditionels et même des alliances politiques de convenance pour améliorer leurs conditions de vie et pour redresser la situation socio-économique dans le pays, mais ce fût en vain. Malgré les alternances au pouvoir, la situation n'a cessé de se détériorer.

Rien n'a véritablement changé. Il n' y aura pas de miracles. Aucun messie n' est venu et ne viendra pour résoudre nos problèmes. Il nous appartient désormais à nous même maintenant de reprendre notre destin en main.

Notre situation nous fait penser à l' ancien Président des États Unis, Barack Obama qui

avait déclaré à juste titre :

> *« Le changement ne viendra pas si nous attendons quelqu'un d'autre ou un autre moment. Nous sommes ceux que nous attendions. Nous sommes le changement que nous recherchons. »*

Le moment est donc venu pour nous de nous rassembler sous la bannière du Congrès Citoyen Mauricien afin de faire face ensemble aux difficultés auxquelles notre pays est confronté.

Depuis trop longtemps, les citoyens se sentent: exclus par la prise des décisions, indignés par la corruption, accablés par la hausse du coût de la vie, menaçés par l'insécurité grandissante, affectés par les inégalités sociales croissantes, outrés par des scandales financiers et la dilapidation des fonds publics par ceux qui nous gouvernent, attristés par la dégradation de l'environnement et marginalisés par un système politique qui privilégie trop souvent une fine minorité au détriment de tout un peuple.

Le Congrès Citoyen Mauricien affirme que la République de l' île Maurice appartient à tous les citoyens — et non pas à des dynasties politiques, des cartels familiaux, des intérêts particuliers ou des lobbies obscures.

Nous croyons en une République fondée sur l'intégrité, l'égalité des chances, la justice sociale, la compétence, la dignité, la responsabilité et le patriotisme. Nous sommes déterminés à changer les règles du jeu et à mettre de l'ordre dans un système devenu dysfonctionnel, car la source profonde des dérives actuelles réside dans la manière dont la politique est pratiquée et aussi la façon que la classe politique s'opère dans notre pays.

Cette Charte va bien au-delà d'un simple manifeste politique. Elle constitue un engagement solennel envers le peuple mauricien.

Nous nous engageons à restaurer la confiance dans les institutions publiques, à redonner le pouvoir aux citoyens, à défendre notre souveraineté, à créer davantage d'opportunités pour les jeunes, à protéger les citoyens les plus vulnérables et à bâtir une République moderne, durable et prospère pour les générations futures.

1 RÉVOLUTIONNER LE PAYSAGE POLITIQUE

Restaurer l'intégrité, le mérite, la confiance publique et instaurer la transparence.

L' île Maurice mérite un système politique qui est au service du peuple et non pas un système à la solde des intérêts privés ou des lobbies obscures.

Nous nous engageons à :

- Éradiquer le système de “money politics” et à renforcer la lutte contre la corruption, le blanchiment d’argent, l’enrichissement illicite et l’argent noir.
- Démanteler les cartels politiques, les dynasties politiques et les systèmes de népotisme et favoritisme qui bafouent l’égalité des chances et empêchent l’ émergence des jeunes dans la vie publique.
- Promouvoir une culture politique fondée sur le service à la nation et non à des politiciens carriéristes ou à des entreprises familiales en politique.
- Sanctionner le népotisme, le favoritisme, l’ abus de pouvoir et la corruption.

Dénoncer et poursuivre en justice les auteurs des scandales financiers.

- Promouvoir l’ opportunité pour les jeunes, l’égalité des chances en politique, la formation des jeunes leaders, et la participation accrue de la population dans la vie politique.
- Assurer que chaque Mauricien, sans distinction de son appartenanance, a la possibilité d’accéder aux plus hautes fonctions de l’État dans l’ avenir.
- Instaurer une transparence totale dans le financement des partis politiques, des alliances et des campagnes électorales.
- Légiférer pour établir un cadre legal relatif au financement des parties politiques, des candidats aux élections et des campagnes électorales et émettre des règles rigides et un contrôle monétaire stricte.
- Réformer et moderniser le système électoral afin de renforcer la démocratie pour permettre une représentation plus équitable.
- Réviser les pensions et privilèges excessifs accordés aux anciens Ministres, Premiers Ministres, Vice Présidents, Présidents et autres hauts fonctionnaires politiques.
- Légiférer pour accorder de la valeur juridique et conventionnelle aux manifestes électoraux et pour ainsi rendre tous les élus responsables de tout engagement, toute promesse prise devant l’ électorat à travers la mise en œuvre d’ un mécanisme de contrôle rigoureux.
- Criminaliser les fausses promesses électorales, les manœuvres frauduleuses et les déclarations destinées à tromper les votants et la population.

Notre objectif est clair : restaurer la dignité, l’éthique et la responsabilité dans la vie politique mauricienne.

La politique ou la démocratie ne doit plus être perçu comme “the rule of the corrupt few over the incompetent many” c.a.d carte blanche pour une petite minorité véreuse de sévir sur toute une population qui se laisse faire. La situation politique actuelle à Maurice, nous

ramène à Voltaire qui disait si bien:

> *« La politique est le moyen pour les hommes sans principes de diriger des hommes sans mémoire. »*

2 L'ÉTAT DE DROIT, LA DÉMOCRATIE PARTICIPATIVE ET LA SOUVERAINETÉ NATIONALE

Protéger la République et les droits des citoyens Une démocratie solide repose sur l'égalité, la liberté, la justice, la sécurité, le droit/ la quête des citoyens au bonheur et le respect de l'État de droit. Le respect pour l' état de droit/ the rule of law est impératif dans toute démocratie.

Nous nous engageons à:

- Défendre l'État de droit et garantir l'indépendance des institutions démocratiques.
- Protéger les droits humains, les libertés civiles et les garanties constitutionnelles.
- Renforcer la sécurité intérieure tout en respectant les valeurs démocratiques.
- Préserver la souveraineté mauricienne sur Agaléga, l'archipel des Chagos, Saint- Brandon, Tromelin et nos eaux territoriales.
- Déclarer anti-constitutionnelle tout arrangement avec des puissances étrangères pour qu' elles puissent accorder et implanter sur notre île leur logistique et autre assistance militaire à la police mauricienne, e.g la decision numéro 3 du Conseil des Ministres, le 29 Mai 2026.
- Renforcer la protection de nos ressources marines, de nos zones de pêche et de notre patrimoine.
- Promouvoir la connaissance des droits fondamentaux, le civisme, le patriotisme et les valeurs républicaines auprès des générations futures.
- S' assurer que nul n'est au-dessus des lois et que la justice s'applique à tout le monde sans distinction.
- Redonner au peuple sa pleine souveraineté tout en soumettant les grandes décisions d'intérêt national et aussi les projets de grandes envergures e.g les projet d' infrastructures nécessitant l' investissement de plusieurs milliards de roupies des deniers publics, à l'approbation populaire des citoyens Mauriciens par voie de référendum.

La République de Maurice doit être perçue comme une République souveraine, indépendante et démocratique, caractérisée par l'État de droit.

La démocratie ne doit pas rester un simple leitmotiv en théorie mais elle doit se traduire concrètement en la souveraineté du peuple. Nous croyons dans une démocratie participative où gouverner signifie: agir avec le consentement des citoyens.

Les dirigeants politiques doivent s'abstenir de prendre des decisions arbitraires et unilatérales qui ne figurent pas dans leurs manifestes électoraux, surtout lorsque leurs décisions vont affecter directement les moyens de subsistance des milliers de familles, portent atteinte aux droits constitutionnels notamment le droit de propriété ou des decisions qui appauvrissent davantage la population et ceci sans consultation et sans préavis — par exemple le relèvement de l'âge de la pension universelle (BRP) à 65 ans et ceci contrairement à la volonté du peuple.

> *"We did not abolish divine right of kings to transfer divine right to ministers" comme le disait feu Sir Maurice Rault QC. Dans toute démocratie, le respect pour l' état de droit/ the rule of law est impératif. Lors d'un jugement, l' ancien Chef Juge Sir Maurice Rault*

QC avait écrit à juste titre:

> *"In our country, which has no army, the stability of the Government does not depend upon force, but upon consensus of the people. And that consensus itself derives from confidence in the rule of law. The rule of law is the citadel which guards the people against despotism. It is equally the citadel which guards Government against anarchy. If any part of the wall crumbles, the enemy is free to widen the breach and the citadel is lost".*

(- Mahboob v Govt of Mauritius 1982 MR 135)

3 PROTÉGER L'ENVIRONNEMENT ET BÂTIR UNE ÎLE MAURICE VERTE

Préserver notre patrimoine pour les générations à venir L'environnement n'est pas un luxe. Il constitue la base de la santé publique, de la sécurité alimentaire, d' une économie durable et du tissue social.

Nous nous engageons à:

- Mettre en œuvre une stratégie nationale contre la pollution de l'air et de l'eau.
- Adopter des lois strictes contre la pollution, les marées noires, les déversements en mer et tout acte nocif à l' environnement.
- Encourager le développement d'industries modernes de recyclage pour les plastiques, pneus, papiers, métaux et déchets industriels.
- Renforcer la protection, le bien-être et les droits des animaux.
- Promouvoir l'agriculture bio, l'élevage durable, l'aquaculture et la pisciculture.
- Investir intelligemment dans les énergies renouvelables: solaire, hydraulique, éolienne et énergie des vagues.
- Réduire la dépendance aux énergies fossiles et accélérer la transition écologique.
- Réviser la politique foncière de l'État afin d'assurer une utilisation équitable, productive et respectueuse de l'environnement.
- Annuler les baux accordés à des proches du pouvoir, notamment où ces baux concernent plusieurs centaines d'arpents de terres de l'État, ces baux ont été accordés comme terrains de chasse à travers des subterfuges qui puent la corruption et le favoritisme politique.
- Démocratiser l'accès aux terres agricoles afin de soutenir les agriculteurs et renforcer la sécurité alimentaire.
- Réhabiliter les rivières, canaux et infrastructures hydrauliques pour maximiser la récupération des eaux de pluie.
- Mettre en œuvre des plans de drainage et de prévention des inondations dans les régions à risque.
- Créer des zones tampons protégées pour préserver la biodiversité, l'écologie et la faune sauvage.
- Réintroduire des exonérations fiscales pour les véhicules électriques et hybrides.

Une île Maurice plus écologique, est une île Maurice plus saine, plus sûre et plus prospère.

4 UN CONTRAT SOCIAL POUR UNE SOCIÉTE PLUS JUSTE, PLUS SAINE ET PLUS UNIE

- Combattre les fléaux sociaux et promouvoir le développement humain Le progrès d'une nation repose sur la capacité de garantir à chaque citoyen la sécurité, l'accès aux soins, l'éducation et le respect de sa dignité.

Nous nous engageons à:

- Mettre en place une stratégie nationale contre la drogue, le traffic des drogues et des stupéfiants, le crime organisé et le blanchiment d'argent.
- Revoir les programmes de réhabilitation et apporter un meilleur soutien aux victimes et à leurs familles.
- Introduire l' usage médical du cannabis sous stricte supervision médicale pour les patients atteints de maladies graves.
- Lutter contre la violence et la criminalité tout en renforçant la protection des citoyens vulnérables et des personnes âgées.
- Encourager et promouvoir le sport, les arts, la musique, la littérature, la culture et le tourisme comme piliers du développement national.
- Développer des infrastructures sportives de niveau international et des centres de formation spécialisés.
- Créer des académies de football, de boxe et des centres multidisciplinaires pour valoriser les talents mauriciens.
- Encourager l'engagement des jeunes, la créativité, la discipline et la fierté nationale.

Nous croyons que chaque citoyen mérite de vivre en liberté, dans la dignité, la sécurité, à la quête du bonheur avec l'espoir d' un avenir meilleur pour lui-même et toute sa famille pour donner un véritable sens à son existence.

- Ne pas marginaliser aucun Mauricien et promouvoir l' integration sociale Le progrès économique doit profiter à tous les citoyens et non à une minorité privilégiée.

Nous nous engageons à:

- Introduire une loi sur le bien-être du citoyen, le Citizen Welfare Act afin de renforcer la protection sociale et la solidarité nationale.
- Rétablir la pension universelle à 60 ans avec paiement rétroactif des arriérages.
- Apporter un soutien accru aux familles vulnérables, aux retraités, aux personnes en situation de handicap et aux ménages à faibles revenus.
- Améliorer la qualité, l'accessibilité et l'efficacité des services de santé.
- Moderniser le système éducatif pour mieux préparer les jeunes pour faire aux enjeux de la société de demain.
- Construire davantage de logements accesibles à toutes les catégories sociales.
- Plan de logement pour les sans-abri et un système de "resto du Coeur" pour les personnes défavorisées.
- Lancer des programmes de réhabilitation urbaine et dans les régions défavorisées.
- Protéger les consommateurs et revoir l'efficacité des organismes régulateurs.
- Réviser les politiques tarifaires concernant l'électricité, le gaz et les produits pétroliers.
- Mettre en œuvre des mesures pour contrôler l'inflation, stabiliser les prix des produits de consommation et encourager la production locale.

La grandeur d'une nation se mesure à sa capacité de protéger les plus vulnérables, à écouter la voix du peuple et à garantir le respect et la dignité de chaque citoyen.

5 UNE ÉCONOMIE DURABLE ET PRODUCTIVE

Créer des opportunités et des emplois pour les générations futures L' île Maurice doit miser sur l'innovation, la productivité, l'entrepreneuriat et la diversification économique.

Nous nous engageons à :

- Développer de nouveaux moteurs de croissance afin de réduire la dépendance excessive aux secteurs économiques traditionnels.
- Moderniser l'industrie manufacturière, le textile, la mode et les secteurs à forte valeur ajoutée.
- Encourager la production locale des produits de haute gamme et de luxe.
- Développer le tourisme tout en privilégiant des modèles durables et diversifiés.
- Créér une piste de course automobile – Formule Un
- Développer l'économie bleue, la pêche au gros et les ressources marines.
- Investir dans l'électronique, la technologie numérique, l'innovation et la recherche.
- Encourager la production et l'assemblage local de produits technologiques (téléphones mobiles, ordinateurs portables) ainsi que de véhicules électriques.
- Créer des emplois dans les secteurs porteurs et accroÎtre la formation professionnelle et technique.
- Encourager l' entreprenariat et l'innovation chez les jeunes Mauriciens.
- Freiner l'exode des compétences en créant des opportunités permettant à notre jeunesse de construire son avenir au pays.
- Revoir l'attribution des contrats publics afin d'éliminer la corruption, le népotisme et les ingérences politiques.

Notre ambition est de bâtir une économie résiliente, capable de créer la richesse, les opportunités et la prospérité pour tout le monde.

Il est profondément injuste d'imposer l'austérité à toute la population pendant que la classe dirigeante continue de profiter de privilèges, d'avantages, de per diem, d'allocations de voyage et d'un mode de vie extravagant financé des deniers publics et celà aux dépens des travailleurs qui peinent à joindre les deux bouts.

Il ne faut pas que nos dirigeants politiques transforment notre démocratie en un "elective dictatorship". Il ne faut pas que la souveraineté du peuple devienne caduc ou illusoire, à

en croire Mussolini :

> *"The democratic regime may be defined as giving the people the illusion of Sovereignty while the real effective Sovereignty lies in the hands and concealed amongst irresponsible forces. Democracy is a regime nominally without a king but it is ruled by many kings – more absolute, tyrannical and ruinous than one sole king even though a tyrant."*

En décembre 2025, les citoyens nés après septembre 1969 ont été privés de la pension universelle et le bonus, alors que certains dirigeants politiques — seuls ou avec leurs progénitures siégeant au Parlement — ont bénéficié de plus de Rs 1,5 million provenant du 'Consolidated Fund'.

Du champagne pour quelques-uns, alors que le peuple est privé d'eau potable. "We cannot continue to afford champagne for the pot bellies officials whilst there is no drinking water for the folk" – Thomas Sankara.

6 RÉFORMES DES INSTITUTIONS DE LA RÉPUBLIQUE

Rendre les institutions efficaces, indépendantes et responsables Des institutions solides constituent le fondement d'une République moderne et juste.

Réforme dans la force policière et la sécurité

Nous nous engageons à :

- Améliorer les conditions de travail, la formation, le bien-être des policiers. Revoir à la hausse les indemnités et "risk allowance" pour les policiers.
- Préconiser l' approche scientifique, technologique et professionnel pour mener les enquêtes criminelles.
- S' assurer que les promotions sont basées sur le mérite, l' experience et la compétence au sein des forces policières et pénitentiaires.
- Revoir le mode de nomination des hauts responsables de la sécurité afin d'assurer professionnalisme et indépendance. Les postes de Commissaire de Police et de Commissaire des Prisons seront attribués selon le mérite, l'expérience et l'ancienneté, il faut en finir avec la nomination politique.
- Promouvoir des programmes de réhabilitation dans les établissements pénitentiaires et les conditions de detention doivent être conforme aux Nelson Mandela rules.

Accès à la justice et le réforme du judiciaire

Nous nous engageons à :

- Garantir la séparation des pouvoirs et l'indépendance du judiciaire.
- Réexaminer le système de "career judiciary" et favoriser un recrutement plus large des juges issus du barreau afin de renforcer l'impartialité et la compétence.
- Créer une Cour d' Appel distincte et faciliter l'accès à la justice.
- Réduire les cautions exhorbitantes exigées lors des procédures d'appel et de remise en liberté.
- Démocratiser le processus judiciaire en introduisant des procès avec jurés – "trial by jury" - pour des offenses graves, incluant les affaires de corruption et de blanchiment d'argent où les politiciens sont impliqués.
- Mettre en place une Cour Constitutionnelle ou une division constitutionnelle spécialisée qui sera chargée de traiter rapidement les affaires ayant trait aux violations des droits humains dans un délai de trois mois.
- Toute arrestation doit être basée sur "reasonable suspicion" comme prévu dans la Section 5 de la Constitution.
- Remplacer le concept de "provisional charges" par "summons" et tout "summons" doit être basé sur "legal advice", toute poste de police ou autre unité comme la CID ou l' ADSU doit consulté un avocat du bureau du DPP avant de loger un "summons". Les Cours de District ou BRC peuvent et doivent "assess" s' il y a "reasonable suspicion" qui justifie un "summons".

- Les demandes de remise en liberté doivent être traité en toute urgence et toute appel contre le rejet de remise en liberté doivent être formulé dans un délai d' un jour et l' appel doit être entendu et déterminé dans un délai de 7 jours.
- Introduire le concept de "custody time limits" pour les détenus qui n' obtiennent pas de remise en liberté conditionnelle.
- Introduire un délai pour écouter de conclure une affaire comme préconisé dans le rapport Mackay de 1999.
- Introduire un délai/ "time-frame" pour rendre les décisions/ jugements.
- Créer un "Miscarriage of Justice Tribunal" pour enquêter sur des cas d' erreurs judiciaires, des condamnations injustes et des cold cases c.a.d des affaires non résolues.
- Mettre en place un "Coroners Investigation Tribunal" pour enquêter dans des cas de décès suspects survenus dans des lieux de détention. . "Aux vivants on doit le respect, aux morts la vérité" – Voltaire.
- Garantir l'égalité devant la loi et de reporter de 2 à 10 ans le délai de prescription prévu par le Public Officers Protection Act et le State Proceedings Act, afin d' exiger la responsabilité des "public officials" et des "public officers"/ fonctionnaires et de l'État envers les citoyens.
- Mettre fin à cette culture d' impunité. Il faut s' assurer qu'aucun fonctionnaire ou représentant de l'État ayant enfreint la loi, ayant abusé de son autorité ou ayant commis un délit ou une faute dans l'exercice de ses fonctions, ne puisse bénéficier de l' impunité, il faut qu'il puisse répondre de ses actes devant une Cour de justice et dédommager ses victimes. – "Injustice anywhere is a threat to justice everywhere" – Martin Luther King Réforme dans la fonction publique

Nous nous engageons à :

- Garantir que le recrutement et les promotions dans la fonction publique reposent sur le mérite, la compétence et l'intégrité.
- Améliorer la qualité des services dans les hôpitaux, les mediclinics et les institutions publiques.

Incitations fiscales pour les entrepreneurs

Nous nous engageons à :

- Revoir la politique monétaire et fiscale afin de promouvoir l'équité et la croissance économique.
- Soutenir les PME grâce à des avantages fiscaux et à une réduction des lourdeurs administratives pour accorder des permis.
- Exemption de la TVA pour les PME et travailleurs indépendants réalisant un chiffre d'affaires annuel inférieur à Rs 12 millions.
- Encourager les jeunes entrepreneurs par des congés fiscaux et des dispositifs d'accompagnement des ''startups''.
- La révision du "corporate tax" des banques et des secteurs à forte rentabilité.

7 ÉLIMINER TOUT GASPILLAGE ET PROMOUVOIR LA TRANSPARENCE DANS LES DÉPENSES PUBLIQUES

- Une gouvernance responsable pour une nation plus forte L'argent public appartient au peuple. Chaque roupie gaspillée à cause de la corruption, de l'inefficacité ou du népotisme ou favoritisme politique constitue une trahison de la confiance nationale. L'État et ses représentants ou préposés doivent servir la population avec efficacité, équité et transparence.

Nous nous engageons à :

- Réduire les dépenses publiques inutiles et rationaliser l'administration.
- Réduire le nombre de ministères de 24 à 10, diminuer drastiquement les postes de conseillers politiques et supprimer les structures archaïques.
- Supprimer les postes de "Junior Ministers".
- Abolir le poste de Vice-président de la République.
- Fusionner ou moderniser les organismes publics devenus inefficaces, notamment l'Ombudsman, la NHRC, l'IPCC et l'EOC, ainsi que fusionner l'EDB et la MTPA.
- Veiller à ce que les rapports de l'audit soient suivis d'actions concrètes et que les fautes et gaspillages financiers soient enquêtés et poursuivis en justice en toute diligence.
- Favoriser la décentralisation et une meilleure planification urbaine afin de réduire les embouteillages et le gaspillage de carburant.
- Relocaliser les casernes centrales (Line Barracks) et transformer les locaux actuels en établissement pénitentiaire destiné aux politiciens et fonctionnaires condamnés pour fraude, corruption et blanchiment d'argent.
- Encourager les projets d'infrastructure via des partenariats public-privé transparents ou des schémas BOT afin de limiter les dépenses publiques tout en garantissant le retour des infrastructures à l'État.
- Mettre fin à l'utilisation abusive des fonds publics à travers des "pseudo programmes de relance économique" à des fins politico-financiers et des arrangements financiers opaques.
- Supprimer les mécanismes consistant à transférer l'argent public vers des intérêts privés y compris le système de "reward money" pour graisser la patte des mercenaires de l' état et le démantelement de l'état policier.
- Abolir les mécanismes permettant l'utilisation de fonds publics pour financer ou favoriser des intérêts privés, qu'il s'agisse d'individus ou d'entreprises du secteur privé. Les expériences du passé démontrent les dangers de telles pratiques.
- Des milliards de roupies ont été dépensés ou perdus à travers des "financial schemes/ scams" tels que le Stimulus Package sous le gouvernement travailliste dirigé par Navin Ramgoolam et Rama Sithanen, le Mauritius Investment Corporation (MIC) sous le gouvernement MSM dirigé par Pravind Jugnauth et Renganaden Padayachy, ainsi que d'autres interventions financiers pour puiser dans la caisse de l'état et donner généreusement à des proches ou à des nantis, avec aucun bénéfice réel pour la population.
- De même, en 1982, le gouvernement MMM/PSM, avec Paul Bérenger comme Ministre des Finances, avait d'un côté accordé des exemptions représentant environ Rs 57 millions aux Sugar Estates, les propriétés sucrières, tout en imposant Sales Tax de 5 % les produits de consommation de l' autre coté, tout en demandant à la population de se nourrir de « patates et manioc » sous prétexte que le contexte économique était difficile.
- Renforcer le contrôle des institutions financières, la gestion des créances douteuses et la responsabilité publique.

- Confier à la Banque de Maurice et à la Financial Crime Commission, la tâche d'enquêter sur les Bad Debts - créances douteuses radiées par les banques, notamment les Rs 24 milliards entre 2014 et 2024 ainsi que les prêts accordés sans garanties suffisantes e.g des milliards de roupies à B R Shetty.
- Introduire des mécanismes anticorruption dans toutes les institutions publiques.

Nous croyons en une gouvernance responsable, dans un État qui dépense avec sagesse, gouverne avec rigueur et rend des comptes des dépenses au petit peuple. Les officiers de l' état y compris les ministres doivent être "accountable" pour tout dépense des deniers publics.

- Réduire le nombre des ministres / ministères

Plusieurs ministères peuvent être "merge" / consolider:

a) Housing and Lands avec Environment, Solid Waste Management and Climate Change b) National Infrastructure avec Local Government et avec Energy and Public Utilities with Land Transport c) Minister of Tourism avec Foreign Affairs, Regional Integration and International Trade d) Minister of Social Integration, Social Security and National Solidarity avec Gender Equality and Family Welfare e) Finance avec Financial Services and Economic Planning f) Health and Wellness avec Youth and Sports g) Public Service Administrative Reforms avec Labour and Industrial Relations h) Commerce and Consumer Protection avec Cooperatives Industry, SMEs and i) Education and Human Resource avec Tertiary Education, Science and Research and with Information Technology, Communication and Innovation avec Arts and Culture Pour éviter des dépenses supplémentaires, il faut recruter parmi les élus pour les postes de: - Ministre de la Justice/ Attorney General - Speaker de L' Assemblée Nationale

8 REVOIR LE SYSTÈME ÉDUCATIF, PROMOUVOIR LA COMPÉTENCE ET BÂTIR UNE RÉPUBLIQUE MODERNE

Former les citoyens de demain L'éducation est la clé de la réussite. Elle permet de lutter contre la pauvreté, de progresser socialement et d'accéder à l'autonomie. Mais elle ne doit pas se limiter aux résultats académiques. Elle doit former des citoyens compétents, disciplinés, respectueux et autonomes, qui peuvent relever les défis du monde moderne.

Inspiré des modèles d' élite comme Singapour, le Japon, l'Allemagne, de la Corée du Sud et des pays nordiques, nous entreprendrons une réforme complète du système éducatif mauricien, de la maternelle à l'enseignement supérieur.

Nous nous engageons à :

- Procéder à une révision radicale des programmes scolaires afin de les aligner sur les besoins économiques futurs et les avancées technologiques.
- Introduire des cours sur les droits humains, l'éducation civique, la discipline, l'éthique, le patriotisme, la protection de l'environnement dans le cursus scolaire.
- Promouvoir le respect envers les parents, enseignants, aînés, biens publics, ainsi que la propreté, la ponctualité, l'esprit d'équipe et le patriotisme.
- Développer des filières techniques pour qu' ils puissant bénéficier de la même reconnaissance que les filières académiques.
- Encourager les partenariats entre écoles, industries, universités, PME et centres techniques afin d'adapter les formations aux besoins du marché du travail.

- Créer des académies et des centres d'excellence dans les domaines de l'ingénierie, des industries maritimes, des énergies renouvelables, de l'agriculture, de l'intelligence artificielle, de la cybersécurité, du tourisme et de la santé.
- Promouvoir le bilinguisme et le multilinguisme afin de renforcer la compétitivité internationale de Maurice.
- Revoir l'aspect académique des examens, réduire l' importance de la mémorisation et promouvoir la créativité, "critical thinking", l'innovation et la résolution de problèmes.
- Introduire des cours d'éducation physique, de discipline, d' auto-défense et le volontariat afin de renforcer le sens du devoir et de la responsabilité.
- Améliorer la formation, revoir la rémunération, ré-évaluer le développement professionnel continu des enseignants.
- Moderniser l' environnement scolaire avec des laboratoires, ateliers, équipements et infrastructures sportives modernes.
- Élargir l'accès aux bourses, programmes d' étude, stages, apprentissages et partenariats locaux et internationaux.
- Transformer les établissements d'enseignement supérieur en véritables moteurs d'innovation, de recherche et de dévéloppement économique.
- Mise en place des cours pratiques afin que chaque enfant mauricien acquiert un savoir faire utile à la vie quotidienne et à l'emploi futur, notamment : o l'agriculture de base; o l' essential de la plomberie et de l' électrique; o la maintenance mécanique et électronique; o l' utilisation des énergies renouvelables, y compris le solaire; o la culture numérique, le codage, la robotique et l'intelligence artificielle; o l'éducation financière, l'entrepreneuriat et la gestion d' entreprise; o les premiers soins/ secours et la préparation aux urgencies et catastrophes.

Nous croyons qu'un système éducatif doit former non seulement des diplômés, mais aussi des citoyens responsables, des travailleurs qualifiés, des innovateurs, des entrepreneurs et des leaders capables de bâtir une République plus forte.

Une République moderne a besoin d'un système éducatif qui prépare ses citoyens non seulement à réussir des examens, mais également à réussir dans la vie, à contribuer activement à la société et à rayonner au-delà des frontières nationales et devenir des "global players" dans leurs domaines respectifs.

NOTRE VISION POUR L' ÎLE MAURICE

Nous rêvons d'une île Maurice où :

- la politique est propre et responsable ;
- la justice est indépendante et accessible ;
- les jeunes disposent de véritables opportunités ;
- les travailleurs, entrepreneurs et familles peuvent prospérer ;
- l'environnement est protégé ;
- les institutions publiques servent le peuple avec intégrité ;
- la croissance économique bénéficie à tout le monde ;
- l'unité nationale prime sur les divisions.

Ensemble, nous pouvons construire une République dont les générations futures seront fières — une terre d'opportunités où la vie, la liberté et la quête du bonheur de chaque citoyen seront respectées et protégées. Ce projet dépasse la simple équation politique.

Il s'agit d'un engagement, d'un sacerdoce, d' un devoir patriotique et d'une mission nationale.

Nous avons des projets à concrétiser, des promesses à remplir et encore beaucoup de chemin à parcourir avant de nous reposer. We have promises to keep and miles to go before we sleep.

L' avenir est entre nous mains et l' avenir dépendra de ce que nous faisons maintenant, – "The future depends on what we do in the present" comme le disait si bien l' apôtre de la révolution pacifique – Mahatma Gandhi.

- Congrès Citoyen Mauricien pour une République forte, juste et unie. in Peace, Justice and Liberty / dans la Paix, la Justice et la Liberté.



DEUXIÈME PARTIE

Celles et ceux qui la portent

18 citoyens qui ont mis leur nom, leur métier et leur réputation à côté de ce texte.

Ce que nous contestons devant la Cour Suprême

Constitutional Challenges by way of Plaint with Summons

Le CCM se positionne comme le rempart de nos libertés. « Action speaks louder than words. » Un parti se juge à ce qu'il fait, pas à ce qu'il annonce. Le Leader du CCM et l'équipe juridique du CCM contestent la constitutionnalité de plusieurs lois et de plusieurs décisions de l'État mauricien devant la Cour Suprême.

La pension de vieillesse à 65 ans

L'année dernière, Me Sanjeev Teeluckdharry a déposé quatre plaintes constitutionnelles contre l'article 39 du Finance Act 2025, qui repousse de 60 à 65 ans l'âge d'éligibilité à la pension de vieillesse pour les personnes nées après septembre 1969. L'État, le Premier ministre, le vice-Premier ministre et le ministre de l'Intégration sociale sont cités comme défendeurs.

L'argument : une décision unilatérale, prise sans consultation publique, qui prive des milliers de citoyens de plus d'un million de roupies chacun sur cinq ans. Les dispositions contestées ont été abrogées et remplacées en août 2026. Le 30 octobre 2026, la Cour Suprême a rejeté deux des quatre contestations de la réforme, jugeant qu'elles n'avaient plus de raison d'être vu que le Finance Act 2025 a déjà été remplacé par le Finance Act 2026. Ces deux plaintes sont maintenant en appel.

Par contre, deux autres plaintes contestant la réforme de la pension de vieillesse sont toujours d'actualité. Elles vont être amendées et réactualisées pour un « early hearing » devant la Cour Suprême.

L'accord militaire avec les États-Unis

Le 29 mai 2026, le Conseil des ministres approuve la signature d'un Acquisition and Cross-Servicing Agreement avec les États-Unis : soutien logistique réciproque entre les forces armées américaines et la police mauricienne. Aucun débat national. Aucune consultation. Rien de tel dans le manifeste de l'Alliance du Changement ni dans le discours-programme du Président du 24 janvier 2025.

Le 17 juin 2026, le leader et le leader adjoint du CCM saisissent la Cour Suprême. Ils invoquent l'article 1 de la Constitution — Maurice, État souverain et démocratique — ainsi que les articles 17 et 83, et l'ICCPR, le Pacte international relatif aux droits civils et politiques ratifié en 1973. Ils demandent que la décision soit déclarée nulle et non avenue. L'État, le Premier ministre et le ministre des Affaires étrangères sont défendeurs. L'affaire devrait être entendue l'année prochaine.

À noter que tous les autres leaders politiques hésitent à se prononcer sur cet accord — un accord qui est une invitation à l'armée américaine de s'implanter à Maurice. Le CCM prend position et passe à l'action là où tous les autres leaders politiques ont peur et hésitent à prononcer un mot.

Sanjeev Teeluckdharry, le Leader du CCM, a réitéré qu'il ne peut rester les bras croisés quand il s'agit de la souveraineté de notre République : notre démocratie, notre indépendance et nos libertés fondamentales seront menacées par un tel accord, qui est un « colourable device » pour mettre la République sous le contrôle de l'armée américaine.

La demande de « stay of agreement » pour empêcher l'implantation de l'armée américaine sur le sol mauricien avec la complicité du gouvernement travailliste et du MMM

L'accord est signé le 16 juillet 2026. Après le refus d'accorder une injonction, le CCM demande un stay of agreement — le gel immédiat de l'accord — par voie de motion contre le Commissaire de Police et l'État mauricien. La question et la demande de gel de l'accord seront débattues devant la Cour Suprême l'année prochaine.

> Le CCM est le rempart entre le citoyen et le pouvoir gouvernemental. Chaque fois que les droits fondamentaux des citoyens seront bafoués par des décisions scélérates ou des lois arbitraires, le CCM prendra position et passera à l'action.

L'allocation pour les travailleurs saisonniers de l'industrie sucrière

Le Leader du CCM, Sanjeev Teeluckdharry, soutenu par l'avoué Désiré Dedans, également membre du CCM, a déposé une demande de révision judiciaire (Judicial Review) devant la Cour Suprême de Maurice au nom de cinq travailleurs saisonniers de l'industrie sucrière. Cette action en justice conteste formellement la décision gouvernementale de restreindre l'éligibilité au Workfare Programme pour cette catégorie de travailleurs.

Les détails de la contestation judiciaire

- **L'objet du litige :** les plaignants contestent la décision administrative prise en août 2026 qui limite le versement de l'allocation du Workfare Programme (ainsi que de la Transition Unemployment Benefit, TUB) à une période de seulement six mois.
- **L'argumentation de la défense :** Me Sanjeev Teeluckdharry soutient que ces travailleurs saisonniers perçoivent ce filet de sécurité sociale depuis plus de 17 ans (depuis 2009) pour pallier l'absence de revenus durant l'inter-coupe sucrière. La suppression ou la limitation brutale de cette allocation les prive de leur unique filet de sécurité financière.
- **La demande formelle :** l'avocat demande à la Cour Suprême l'annulation de la décision ministérielle ainsi que la production complète de tous les dossiers et documents administratifs ayant mené à cette décision.
- **Le calendrier légal :** l'affaire a été appelée en Cour Suprême en octobre 2026. Les débats sur le fond, initialement fixés au 5 novembre 2026, ont été renvoyés au 30 novembre, les représentants légaux du Gouvernement ayant demandé du temps pour préparer leurs counter-affidavits.

D'autres plaintes constitutionnelles toujours devant la Cour Suprême

Le CCM conteste également la constitutionnalité de :

- l'imposition des vaccins Covid ;
- la demande de réenregistrement des cartes SIM.

État des procédures au 09/11/2026.



Sanjeev Teeluckdharry

BARRISTER-AT-LAW · LEADER, CONGRÈS CITOYEN MAURICIEN

Sanjeev is practising as barrister since 11th January 2001. He appears regularly before all the Courts and Tribunals in Mauritius and less regularly before the Judicial Committee of the Privy Council in London. He equally enjoys to appear before the Assizes Court. In 2012, he was referred to as “the tenacious outspoken barrister” by the BBC News during the Michaela Harte murder trial.

He was a member of Parliament between 2014 to 2019. He has also been Deputy Speaker of the National Assembly. He left politics to concentrate on his on-going legal practice. He is considered as a man of the people who fights for the people and as such he has been handling numerous cases on a pro bono basis, to protect the destitute class of society and also in cases where issues of public importance are involved.

As a human rights lawyer, time and again, whenever fundamental rights of citizens are being violated or whenever democracy, sovereignty and rule of law are under attack, he resorts to constitutional challenges before the Supreme Court to shield aggrieved citizens.

Some examples are: the challenge of the biometric identity card scheme (before the Supreme Court, the Privy Council and ultimately before the United Human Rights Committee). Other such challenges include the compulsory covid vaccination, medical cannabis, the re-registration of SIM cards, the increase of Basic Retirement Pension age and recently the signature of mutual agreement between the COP and the US Military Force.

On other occasions, whenever authorities resorted to cover up of cases of homicide, abuse of power, corruption or inertia, he lodged private prosecutions on behalf of his clients to denounce such state of affairs. For instance, private prosecutions in relation to Wakashio oil spill, Kistnen affair, cyclone Belall, Stag Party gate.

After the Finance Act 2025 when the Govt took drastic measures to dismantle the Welfare State, he decided to leave his comfort zone and to return to the political battlefield.

Congres Citoyen Mauricien has been set up with a view to empower the youth and to create a new credible alternative choice for the people who is now fed up with decades of political cartels such as Labour, MSM, MMM, PMSD, political dinosaurs and political dynasties.

Politics should never become a commercial enterprise nor a family business, nor should it become a lucrative opportunity to fill one’s coffers, suitcases or bank balances or to build empires at the expense of the people. The nation’s welfare should never be sacrificed at the altar of selfish personal pecuniary interests.

Politics should be perceived as a discipline where the citizen - as son or daughter of the soil, is guided by philanthropic ideal and by patriotic duty of the citizen towards his or her motherland with the ultimate pursuit – the welfare of the people.

Scannez pour en savoir plus
Page de Sanjeev Teeluckdharry sur le site du CCM
congrescitoyenmauricien.mu/membres/sanjeev-teeluckdharry



Sacheen Yashnik Boodhoo

BARRISTER-AT-LAW · CO-FOUNDER, CONGRÈS CITOYEN MAURICIEN

Sacheen Yashnik Boodhoo is a Barrister-at-Law whose career has taken him through almost every branch of the Mauritian justice system — as prosecutor, as magistrate and as counsel. Over the years he has developed a profound love for his country and its people.

Educated at N. Suddul Government School and the Royal College of Curepipe, he graduated in Law (LLB Hons) from the University of London in 2000. He completed the Postgraduate Diploma in Professional Legal Skills at City University and the Inns of Court School of Law, was called to the Bar of England and Wales by the Honourable Society of the Middle Temple in 2001, and was admitted to the Mauritian Bar in 2003.

He began as State Counsel at the State Law Office (2003–2006), then served on the bench for over a decade: as District Magistrate and Senior District Magistrate (2006–2013), including two years as Magistrate for Rodrigues (2008–2010), and later as Magistrate of the Intermediate Court (2017–2020). In between, he was Principal State Counsel at the Attorney General's Office (2013–2017), and from 2020 to 2022 he served as Assistant Director of Public Prosecutions. He returned to private practice at the Bar in December 2022.

He served as an international observer with the SADC Electoral Observation Mission for the 2008 presidential elections in Zimbabwe, and holds a certificate in the Legal Aspects of Combatting Corruption from the United States Defense Institute of International Legal Studies (2017).

On 12 November 2025, together with his friend Sanjeev Teeluckdharry, he launched the Congrès Citoyen Mauricien — out of a sense of duty to defend and protect all that is worthwhile and precious on the island we call home.

Scannez pour en savoir plus
Page de Sacheen Yashnik Boodhoo sur le site du CCM
congrescitoyenmauricien.mu/membres/sacheen-yashnik-boodhoo



Yousouf Jan Mahomed

BARRISTER-AT-LAW · SECRÉTAIRE GÉNÉRAL DU CCM

Me Yousouf Jan Mahomed is a seasoned Barrister-at-Law with several years of distinguished practice at the Mauritian Bar. He brings an unusual academic and professional background to the profession, having first trained in Chemistry — including the module on the synthesis of drugs — before turning to Law.

He lived in the United Kingdom for several years and, using his scientific background, joined the NHS as a healthcare specialist, with the aim of supporting clients towards reinsertion into social life. He made the most of his time there by combining work with study. Coming from a middle-class family, the work at the NHS gave him a powerful sense of purpose, and he shared his experience with those who needed to get a firm grasp at life.

He has always been deeply concerned with improving the lives of his fellow citizens and, in particular, with giving a voice to the voiceless. That is what encouraged him to pursue further studies in Law.

He completed the Bar Professional Training Course in the United Kingdom and holds Masters of Laws degrees: an LLM in Financial Regulations and Compliance from BPP University, London, and an LLM in Commercial Law from the University of Hertfordshire. Before entering full-time practice he also worked at the Forensic Science Laboratory, where he built a forensic grounding that still shapes how he takes apart a complex case.

Since 2019 he has been in independent practice, handling a wide spectrum of civil and criminal matters before the Courts of Mauritius. He has also served as Legal Advisor to the Municipal Council of Quatre Bornes from 2024 to the present day.

He is Secretary General of the Congrès Citoyen Mauricien and a strong advocate of access to justice, taking on pro bono work as a matter of principle: a right you cannot afford to exercise is not a right.

Scannez pour en savoir plus
Page de Yousouf Jan Mahomed sur le site du CCM
congrescitoyenmauricien.mu/membres/yousouf-jan-mahomed



Linda Lam

MILITANTE DES DROITS HUMAINS

Linda Lam est une militante profondément engagée pour les droits humains, mère de deux enfants, ancienne travailleuse indépendante et active dans le travail social. Fondatrice de plusieurs collectifs citoyens — notamment No Covid Vax For Kids & Nou Pas Bann Cobaye, Pas Tous Nou Sim Card & Kombat Pou Nou Liberté ainsi que Pa Koupe Nou Pension 60 ans et Kombat Pou ene Moris Meyer —, elle s'est imposée au fil des années comme une voix incontournable de la société civile. Elle figure d'ailleurs parmi les principales porte-paroles de la plateforme Pa Touss Nou Pension 60 ans.

Désireuse de porter l'ensemble de ses combats au cœur de l'action politique afin d'œuvrer activement pour un avenir meilleur et le bien-être de nos enfants, de nos petits-enfants et des générations futures, elle a rejoint le parti Congrès Citoyen Mauricien (CCM). Néanmoins, son engagement politique ne l'empêche pas de poursuivre ses luttes en tant que citoyenne engagée et de demeurer la voix des sans-voix.

À travers cet engagement réaffirmé, elle milite avec détermination pour :

- Le règne de la méritocratie et la fin définitive du népotisme ;
- Une lutte intransigeante contre la corruption sous toutes ses formes ;
- Le combat sans relâche contre les injustices et la garantie du respect absolu des droits fondamentaux des citoyens ;
- La protection de la santé publique et de la biodiversité, en sensibilisant la population aux dangers très nocifs des pesticides et en encourageant activement la culture ainsi que la consommation d'aliments biologiques.

Scannez pour en savoir plus
Page de Linda Lam sur le site du CCM
congrescitoyenmauricien.mu/membres/linda-lam



Divia Deesha Gungah-Gokool

SCIENTIFIQUE CLINIQUE · FONDATRICE D'ENTREPRISE

Pendant plus de dix ans, Divia Deesha Gungah-Gokool a exercé dans le diagnostic et la recherche à Londres. Elle aurait pu y faire toute sa carrière. Elle est rentrée.

Scientifique clinique titulaire d'un MSc en Médecine Pharmaceutique de l'Université de Surrey, elle est membre de l'Institute of Biomedical Science et du Royal College of Pathologists de Londres, et enregistrée auprès du Health and Care Professions Council du Royaume-Uni comme de l'Allied Health Professionals Council de Maurice.

Elle est revenue pour mettre cette expérience au service de son propre pays, et pour y bâtir ce qui lui semblait manquer. En 2019, elle fonde ProCare Health Services Ltd. Sept ans plus tard : douze employés, quatre sites, près de dix-neuf mille patients. Finaliste des Women Entrepreneur Awards, elle en a reçu trois fois le People's Choice Award — une distinction décernée par le public, et non par un jury. Elle est aujourd'hui secrétaire de la Biomedical Laboratories Association.

Sept ans à la tête d'une entreprise de santé, c'est sept ans à voir ce que les chiffres officiels ne montrent pas : un patient qui attend un résultat et qui s'inquiète, une famille qui doit choisir entre un examen et une facture, un système qui tient debout grâce à ses soignants bien plus qu'à ceux qui le gouvernent.

Mariée et mère de deux petites filles, elle sait ce que coûte un engagement de plus. Elle le prend quand même. Membre fondatrice du Congrès Citoyen Mauricien, elle en est convaincue : le changement ne viendra pas d'en haut. Il viendra de citoyens ordinaires qui décident d'en être la première pierre.

Scannez pour en savoir plus
Page de Divia Deesha Gungah-Gokool sur le site du CCM
congrescitoyenmauricien.mu/membres/divia-deesha-gungah-gokool



Rajesh Boodhoo

ENTREPRENEUR · CEO, FINANOTECH GROUP

Rajesh Boodhoo is an entrepreneur and a son of Arsenal, Constituency No. 5. A husband and father of three, he believes Mauritius needs leadership grounded in integrity, competence and service — not privilege or political connections.

With more than twenty-five years across banking, financial services, travel retail and ICT, he is CEO and Founder Director of Finanotech Group. He holds an MBA in Financial Management, an MSc in Computer Science and a BEng (Hons) in Computer Science and Engineering. At a leading Mauritian bank he led transformation work that contributed savings of more than USD 30 million, and managed a seven-year IT budget of over USD 240 million. Through Finanotech he has helped some two hundred professionals build project management and leadership skills.

Beyond business he supported ICT development at Arsenal Government Pre-Primary School and was active with Help Mauritius. He stood in the November 2020 Village Council election and the November 2024 General Election in Constituency No. 5.

He joined the Congrès Citoyen Mauricien to champion a country where merit, not connections, opens doors: quality education, the empowerment of young people and women, equal opportunity, the protection of women and children, safer communities, and a determined fight against corruption, nepotism and drugs.

Public office, he says, is a duty to serve — never a privilege.

Scannez pour en savoir plus
Page de Rajesh Boodhoo sur le site du CCM
congrescitoyenmauricien.mu/membres/rajesh-boodhoo



Adarsh Bachoo (Lormesh)

ENTREPRENEUR & BUSINESS MANAGER

Adarsh Bachoo is a Mauritian entrepreneur with experience in business management, hospitality and commercial operations. His entrepreneurial journey has given him a practical view of the difficulties faced by businesses and by working Mauritians alike.

He believes that lasting progress comes from transparency, innovation and the involvement of citizens themselves — not from decisions handed down.

As a member of the Congrès Citoyen Mauricien, he works for policies that encourage economic growth, bring young people into public life, and hold those in office to account. A country is built stronger for the next generation by giving its citizens the means to act and the right to demand answers.

Scannez pour en savoir plus
Page de Adarsh Bachoo sur le site du CCM
congrescitoyenmauricien.mu/membres/adarsh-bachoo



Adharsh Vumdeshsing Dhunoo

BARRISTER-AT-LAW · 28 ANS

Adharsh Vumdeshsing Dhunoo is a 28-year-old Barrister-at-Law with a strong interest in public affairs, governance and the development of society. He approaches the profession with commitment and integrity, driven by a passion for justice, advocacy and the rule of law.

He believes leadership is founded on integrity, accountability, transparency and a genuine commitment to serving the people. His political philosophy centres on justice, equality, social progress and the protection of fundamental rights and freedoms: every citizen deserves equal opportunity, dignity and access to a better standard of living.

His aim is to address the concerns of ordinary citizens, empower the younger generation and promote policies that contribute to sustainable national development.

He values family, friendship and treating others with dignity, kindness and respect, and enjoys meeting people and exchanging ideas.

Scannez pour en savoir plus
Page de Adharsh Vumdeshsing Dhunoo sur le site du CCM
congrescitoyenmauricien.mu/membres/adharsh-vumdeshsing-dhunoo



Nazid Jareehag

TOURISM, HOSPITALITY & PROPERTY DEVELOPMENT

Nazid Jareehag has twenty-nine years of experience in the tourism sector. He holds a Diploma in Hotel, Restaurant and Tourism Management and a Postgraduate Diploma in Hospitality Management. He is also active in property development in Madagascar.

Outside his profession, he takes part in the activities, initiatives and decision-making that improve the well-being and development of his community.

His political vision is a commitment to take part in the democratic process actively, responsibly and ethically, contributing to the development of society and the well-being of citizens. He joined the Congrès Citoyen Mauricien to carry that commitment into national life.

Scannez pour en savoir plus
Page de Nazid Jareehag sur le site du CCM
congrescitoyenmauricien.mu/membres/nazid-jareehag



Muhammad Nayid Simrick

BARRISTER-AT-LAW

Muhammad Nayid Simrick is a practising Barrister-at-Law in the Republic of Mauritius, holding an LLB (Hons) degree and having successfully pursued the Bar Vocational Course at The City Law School, London.

His areas of legal specialisation include Criminal Law, Intellectual Property Rights, Employment Law and Human Rights.

He previously served as an Independent Member of the Employment Relations Tribunal in Mauritius, contributing his professional knowledge and legal expertise to the field of employment relations.

He joined the CCM legal team as his academic background and legal practice reflect a commitment to the administration of justice and the protection of individual and institutional rights.

Scannez pour en savoir plus
Page de Muhammad Nayid Simrick sur le site du CCM
congrescitoyenmauricien.mu/membres/muhammad-nayid-simrick



Akhilesh Sharma Bhujun (Nitish)

CIVIL ENGINEER · PROJECT MANAGEMENT · COMMUNITY ADVOCATE

Akhilesh Sharma Bhujun is an engineering and project management professional with a keen interest in economic development, good governance and the sustainable transformation of Mauritius.

He holds an MSc in Project Management from the University of Central Lancashire, England, a BSc (Hons) in Civil Engineering and Environment from the Université des Mascareignes in collaboration with the Université de Limoges, France, and a Diploma in Building and Civil Engineering from Lycée Polytechnique Sir Guy Forget. His work in the engineering sector has given him practical experience of technical operations, procurement, finance and project coordination.

Beyond engineering, he was an entrepreneur and director of his family business in the ICT sector, which supported the community through informatics and education services — an experience that taught him the challenges small enterprises face and the power of technology and education to empower people. He is also a member of a sociocultural organisation committed to heritage and social cohesion.

He joined the Congrès Citoyen Mauricien convinced that the country needs forward-looking ideas, responsible leadership and structural reform. His priorities:

- Economic transformation, innovation and diversification
- A supportive environment for entrepreneurship, investment and trade
- Sustainable, inclusive and green growth
- Transparency and accountability in public affairs
- New economic growth poles to create jobs and reduce regional disparities
- Social progress and the preservation of our cultural heritage

For him, political engagement is about taking responsibility, contributing ideas and working together for lasting change.

Scannez pour en savoir plus
Page de Akhilesh Sharma Bhujun sur le site du CCM
congrescitoyenmauricien.mu/membres/akhilesh-sharma-bhujun



Bernard Legrie

FORMATEUR · TECHNICIEN · 53 ANS

Je m'appelle Bernard LEGRIE, j'ai 53 ans, et je suis tombé dans la marmite du social et de l'humanisme dès mon plus jeune âge. À 14 ans, je découvre le Service Volontaire International. À 16 ans, je participe aux camps de vacances destinés aux personnes défavorisées, organisés avec la YMCA : j'y resterai jusqu'à mes 33 ans, avec deux mandats présidentiels consécutifs de trois ans, à 27 puis à 30 ans. L'injustice, sous toutes ses formes, est une chose que je n'ai jamais pu accepter.

Je suis quelqu'un de très manuel, tactile, passionné par la technique. Je ne suis peut-être pas un apprenant rapide, mais j'en suis convaincu : chacun possède son propre rythme d'apprentissage, et son potentiel mérite d'être reconnu. À 20 ans, j'obtiens mon diplôme en tournage et fraisage ; à 37 ans, un DUST ; à 42 ans, une licence à l'Université des Mascareignes.

À 25 ans, je deviens formateur au Collège Technique St Gabriel, où je consacrerai treize années à des jeunes de 15 à 20 ans — souvent les laissés-pour-compte du système scolaire, qui méritaient simplement une autre chance. Mon plus grand plaisir était de leur redonner confiance et de transformer leurs difficultés en compétences. Voir un jeune que le système avait presque abandonné devenir un professionnel compétent : voilà une véritable réussite humaine. Mon parcours m'a aussi conduit à fabriquer des pièces électromécaniques destinées à l'Airbus A380, pour une société française implantée à Ébène.

Depuis mes 33 ans, j'ai délaissé le social organisé en groupe pour une approche plus directe : les actions concrètes, les relations humaines sincères, l'aide apportée à ceux qui en ont besoin. Depuis 2024, je travaille à mon compte, en toute indépendance, afin d'être davantage disponible pour mes parents dont la santé s'est détériorée. Je suis bon vivant et amoureux de la vie, chanteur de karaoké professionnel, passionné de nature — et le neveu du grand ségatier Michel LEGRIS.

J'ai toujours été apolitique, sans jamais cesser de suivre l'actualité de notre pays. Aujourd'hui, à 53 ans, je fais un choix. Rejoindre le Congrès Citoyen Mauricien, ce n'est pas simplement adhérer à un parti politique : c'est décider de devenir acteur du changement. Pourquoi toujours attendre que les autres changent les choses à notre place, alors que nous avons nous-mêmes la possibilité d'agir ? Je ne prétends pas détenir toutes les solutions, mais je crois profondément que chaque citoyen peut apporter sa pierre à l'édifice.

Scannez pour en savoir plus
Page de Bernard Legrie sur le site du CCM
congrescitoyenmauricien.mu/membres/bernard-legrie



Yashumatee Gopaul

BARRISTER · FORMER SENIOR DISTRICT MAGISTRATE

Yashumatee Gopaul has spent more than sixteen years in the Mauritian Justice system: as a Prosecutor for the State, as a Magistrate on the Bench, and today as a Barrister in private practice.

She was called to the Bar of England and Wales by the Honourable Society of the Inner Temple in 2005, and to the Mauritian Bar in 2007. She holds an LL.B. from the University of London and a Postgraduate Diploma in Professional and Legal Skills, and followed the Bar Professional Training Course at City University London.

She joined the Office of the Director of Public Prosecutions as State Counsel in 2009. From 2013 to 2020 she sat as District Magistrate and Senior District Magistrate in the Judiciary of Mauritius, deciding cases in open Court. She was then promoted Assistant Principal State Counsel at the ODPP, and became Principal State Counsel thereafter.

She joined the Congrès Citoyen Mauricien because she believes that all citizens should be treated fairly and equitably, irrespective of their name, their ethnic identity or their religious beliefs, and that no one should be favoured because of political connections. Sixteen years in the Courts have shown her where that fails; her career path and her experience have shown her what it would take to put it right.

She combines an extensive background in public service with active listening, empathy, and a meticulous approach to community engagement.

Scannez pour en savoir plus
Page de Yashumatee Gopaul sur le site du CCM
congrescitoyenmauricien.mu/membres/yashumatee-gopaul



Sonia Marika Angele Velloo

DIRECTRICE · HEAVEN'S SEED SCHOOL

Sonia Marika Angele Velloo, 37, is the Director and Principal of Heaven's Seed School. She has always believed that nurturing young minds and giving children a strong foundation is the most consequential work there is.

Her passion for working with children began very young, in the simple pleasure of helping them with their studies. Over the years it grew into a vocation.

Before education she was a Cabin Crew Member at Air Mauritius, where she learnt communication, service, teamwork and how to read people under pressure — skills that still shape the way she leads.

As the mother of a seven-year-old daughter, she knows what a safe, loving and stimulating environment does for a child, and what its absence costs. At Heaven's Seed School she works to build exactly that: learning, confidence, creativity and the room to grow.

For her, education is not a profession but a commitment — to help every child discover what they are capable of. That is the conviction she brings to the Congrès Citoyen Mauricien.

Scannez pour en savoir plus
Page de Sonia Marika Angele Velloo sur le site du CCM
congrescitoyenmauricien.mu/membres/sonia-marika-angele-velloo



Kiransing Rambajun

TELECOMS ENGINEER · MBA

From Royal College Port Louis, Kiransing Rambajun went on to the Odessa National Academy of Telecommunications, where he took a Master's in Telecommunications Engineering. He later added an MBA in Marketing from the University of Mauritius.

He was among those at the forefront of Cellplus in its earliest days, and helped carry it from a nascent mobile network to my.t — today the country's first network by market share and by coverage. His expertise took him abroad as well: nine months in Nairobi as Network Consultant to Kencell/SFR.

He and his wife live in Phoenix, where he works for himself and serves as President of a local temple. Service is not a new idea to him. Politics is simply where he intends to continue it.

For him, politics means being a voice for those who feel unheard, creating the conditions in which people can get on, and building a future where everyone has a fair chance. He believes that work has become unavoidable: public trust in Mauritian politicians and institutions has collapsed, and concern over corruption and governance is now the rule rather than the exception. A country does not recover from that on its own — it recovers when enough citizens decide to step forward.

Scannez pour en savoir plus
Page de Kiransing Rambajun sur le site du CCM
congrescitoyenmauricien.mu/membres/kiransing-rambajun



Alain Luc Ricaud

RETIRED TEACHER · MUSIC PROMOTER

Alain Luc Ricaud was born in London in 1960 to Mauritian parents and grew up in Sydney, where the family settled in 1969. Educated in Australia, he holds a degree in tourism from the University of Technology Sydney and spent his working life as a schoolteacher.

He married a Mauritian, settled here in 1990 and took citizenship in 1995. He works today as a freelance music promoter and has organised more than a dozen concerts for local artists. He plays guitar, writes songs, and reads history and biography — never fiction.

He joined the Congrès Citoyen Mauricien in November 2025 — the first political party he has ever joined. He did so because he wants change right across the political spectrum, and because he is tired of watching the same dynasties of politicians return after losing elections. As he puts it: «We cannot have changes in politics if we keep voting for the same politicians.» He votes in Constituency No. 19, Rose Hill / Stanley. The changes he is working for:

- Electoral reform — abolish the Vice-Presidency, fewer ministers, no junior ministers, and a two-mandate limit for the Prime Minister ;
- Reform of parliamentarians' salaries and conditions, and of pensions across every scheme ;
- Transparency on the Agalega agreement with India, and a review of the sovereignty terms over Chagos and Diego Garcia with the United Kingdom — Mauritius needs a better deal ;
- Fiscal reform on VAT, income tax, corporate tax and fuel duty ; abolition of the plastic tax, the parcel tax and VAT on private clinic services ;
- Support for organic and hydroponic growing — no VAT or duty on piping, matting and equipment for certified planters — more local food production, and real backing for the fishing industry.

Scannez pour en savoir plus
Page de Alain Luc Ricaud sur le site du CCM
congrescitoyenmauricien.mu/membres/alain-luc-ricaud



Desiré Dedans

ATTORNEY-AT-LAW · EDUCATOR

Desiré Dedans is a Mauritian Attorney-at-Law whose professional journey reflects over 20 years of diverse experience across the private sector, education, management, administration and the legal profession.

Married and a proud father of two children, he strongly believes in the values of family, responsibility, perseverance and hard work. His personal philosophy is simple: **"Nothing beats hard work."** He believes that determination, discipline and a willingness to learn are essential to overcoming obstacles and achieving one's ambitions.

Having worked in different sectors, including hospitality, human resources, administration, corporate services, sales and marketing, offshore services and education, he has had the opportunity to interact with people from different backgrounds and walks of life. These experiences have given him a deeper appreciation of the everyday challenges faced by ordinary Mauritians.

He is a strong advocate of meritocracy and believes that opportunities and advancement should be determined by competence, dedication and hard work rather than connections, privilege or personal affiliations. He aspires to a society where every citizen has a fair opportunity to succeed, regardless of their social or economic background.

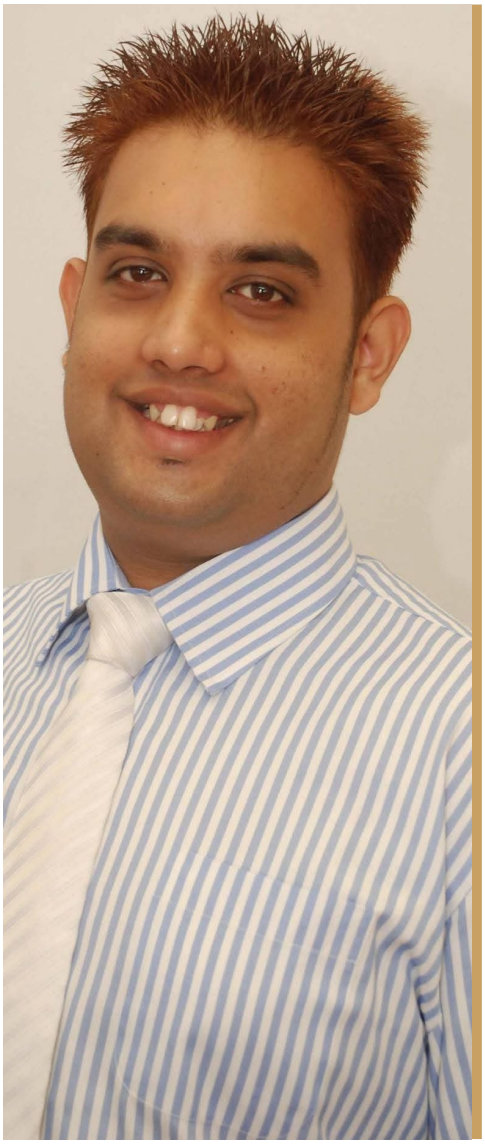
His vision for Mauritius is centred on improving the quality of life of its people. He believes that addressing the rising cost of living must be a national priority, alongside stronger democratic values, greater transparency and accountability, and more responsible management of public funds and public resources. Public institutions must be more efficient, citizen-oriented and accountable, with greater emphasis on productivity, proper working practices and effective delivery of public services.

He believes education must go beyond academic achievement and examinations. It should place renewed emphasis on human values, respect, dignity, discipline, critical thinking and the holistic development of individuals, preparing young Mauritians not only for employment but also for life.

He also advocates a forward-looking Mauritius that embraces technology, digital transformation, Artificial Intelligence and innovation to modernise public administration and improve efficiency. Greater investment in renewable energy, energy efficiency, sustainable transport and cleaner vehicles is equally important in building a greener and more resilient future.

His decision to join Congrès Citoyen Mauricien reflects his desire to participate actively in shaping the country's future. He hopes to contribute his experience, convictions and energy towards building a fairer, more democratic, efficient and forward-looking Mauritius, where people matter, merit is recognised and hard work is rewarded.

Scannez pour en savoir plus
Page de Desiré Dedans sur le site du CCM
congrescitoyenmauricien.mu/membres/desire-dedans



Kartick Gopaul

WEB & GRAPHIC DESIGNER · KARTICK DESIGN

Kartick Gopaul is a passionate web designer and creative graphic designer behind Kartick Design, known for his clean, minimal, and modern design style. Kartick graduated from The University of Technology, Mauritius and attended John Kennedy College at high school. He currently works in the hospitality industry within the private sector, bringing professionalism, customer-focused service, and strong people skills to his career.

A dedicated fitness enthusiast who enjoys bodybuilding, coffee, and maintaining a disciplined lifestyle, he combines creativity with determination in everything he does. A loyal Manchester United supporter and active member of the football community in Mauritius, he is President of the Mauritius Red Devils Official Manchester United Supporters Club and is involved in organising fan events and bringing supporters together.

Friendly, ambitious, and driven, Kartick values personal growth, meaningful relationships, and creating work that leaves a lasting impact. Whether in his professional career, creative projects, or personal pursuits, he strives for excellence and continuous improvement, and now adds his experience to the CCM.

Scannez pour en savoir plus
Page de Kartick Gopaul sur le site du CCM
congrescitoyenmauricien.mu/membres/kartick-gopaul

REJOIGNEZ-NOUS

Ce projet vous appartient.

Cette Charte reste un document de consultation publique. Lisez-la, contestez-la, corrigez-la, et envoyez-nous vos suggestions.

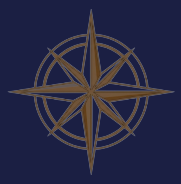
Le Congrès Citoyen Mauricien se construit avec celles et ceux qui refusent de choisir entre se taire et s'en aller.

REJOINDRE LE CCM

CONGRESCITOYENMAURICIEN.MU

Congrès Citoyen Mauricien · Third Floor, Hennessy Tower, 23 Pope Hennessy Street, Port Louis
Facebook : Congrès Citoyen Mauricien · TikTok : @congrescitoyenmauricien

NOTES



Dans la Paix, la Justice et la Liberté

Pour une île Maurice debout, juste, et sans dynastie.

CONGRÈS CITOYEN MAURICIEN · CONGRESCITOYENMAURICIEN.MU

Magazine et site web conçus et réalisés par **Divia Deesha Gungah**